

EN ALGÉRIE

et étatismisme stérile

Cependant, en l'absence de régulation économique interne adéquate, les agents économiques ne semblent pas avoir suffisamment d'incitations pour agir en vue de capter les effets externes de l'action de l'Etat. De plus, le fait que la dépense publique soit le principal moteur de la croissance de certains secteurs comme la construction et les services n'est pas sans effet sur la configuration sectorielle des agents économiques ou des entreprises<sup>(\*)</sup>.

La question de l'emploi productif de la rente est, dans notre pays, au centre de la problématique de la croissance et du développement.

Dans le contexte institutionnel actuel, la question peut être formulée comme suit : peut-on envisager un emploi productif de la rente pétrolière sans que cela passe par le détour du marché ? Si pour les travaux d'équipement public (infrastructures économiques et sociales) la question ne se pose pas vraiment puisque c'est l'Etat, à travers le budget, qui en prend directement la charge, il en est autrement des autres activités qui relèvent de la sphère productive marchande.

Là, il semble que la politique économique mise en œuvre ces dernières années n'est pas de nature à favoriser l'émergence et le développement d'un capital productif dynamique. Le projet industriel porté par la SAD (Stratégie algérienne de développement) ayant lamentablement échoué, on assiste, à la faveur de la libéralisation, à la constitution de capi-

taux privés en quête de rentes et dont le principe de fonctionnement est resté fondamentalement le même : bâtir une relation spéciale avec l'Etat pour s'accaparer, de manière directe ou indirecte, une partie de la manne pétrolière. Cela est vrai des entreprises qui activent dans le domaine des marchés publics, mais aussi des entreprises industrielles dont le dévelop-

**Pour s'en sortir économiquement, l'Algérie a incontestablement besoin d'une politique volontariste. Mais le volontarisme économique dont le pays a objectivement besoin est celui qui ambitionnerait de couper le cordon ombilical qui lie la régulation économique au circuit de la rente, d'orienter l'évolution du régime économique dans le sens d'une réhabilitation des activités productives, simultanément à un épuisement progressif mais irréversible des incitations aux comportements de recherche de rente.**

pement s'explique davantage par leur proximité des sphères du pouvoir que par un effort d'accroissement de la productivité.

Dans le secteur productif, public ou privé, l'esprit de rente prédomine, bien qu'il ait manifestement changé de lieu et de forme d'expression. Désormais, c'est au niveau des banques que la rente est immédiatement disponible et accessible. C'est sans doute ce qui explique que les banques, publiques pour l'essentiel, soient devenues un enjeu de lutte exacerbées en vue du partage de la rente.

La presse nationale se fait régulièrement l'écho des affaires de détournement et autres scandales impliquant banques et opérateurs économiques.

Conclusion

Pour s'en sortir économiquement, l'Algérie a incontestablement besoin d'une politique volontariste. Mais le volontarisme économique dont le pays a objectivement besoin est celui qui ambitionnerait de couper le cordon ombilical qui lie la régulation économique au circuit de la rente, d'orienter l'évolution du régime économique dans

tés productives. Dans ces conditions, et seulement dans ces conditions, on pourra s'attendre à ce que les entrepreneurs nationaux se mettent à consacrer des ressources aux investissements dans les compétences et les connaissances qui augmentent la productivité plutôt que dans les relations et les connaissances qui ouvrent l'accès à la rente.

S. B.

(\*) Maître de conférences, Université de Boumerdès.

- (1) Boudjema R. *Economie du développement de l'Algérie 1962-2010*. Alger, Dar Al-Khaldounia, 2012.
- (2) Yachir F., *L'ajustement structurel dans le tiers-monde. Les Cahiers du Cread*, n°21, 1990, Alger.
- (3) Voir Bellal S., *Fixation du taux de change du dinar : une question fondamentalement politique*, *Le Soir d'Algérie*, édition du 28/10/2013.
- (4) Aït Amara H., *Ouverture de l'économie à l'international*, dans *El Watan Economie*, édition du 16/10/2006.
- (5) Selon les chiffres d'une enquête de l'ONS (2007) sur les PME, plus de 34% des entreprises activent dans le secteur de la construction. La plupart de ces entreprises travaillent pour des marchés publics dans la construction de logements, d'infrastructures éducatives ou administratives, d'équipements publics de toutes sortes.

Publicité